



Syndicats et politiques se mobilisent pour dénoncer les projets de déménagements de la société

La résistance s'organise face à la SSR

« SEVAN PEARSON

Médias » Le temps presse pour la Société suisse de radiodiffusion et télévision. Depuis le 1^{er} janvier, la redevance par ménage a diminué de près de 20%. La part dévolue à la SSR est désormais plafonnée à 1,2 milliard de francs par an et l'entreprise doit économiser 100 millions dans son budget annuel. Or, atteindre ces objectifs ne semble pas aisé. Outre les critiques des syndicats quant à certaines mesures, des politiques émettent aussi des réserves.

Lors de la campagne sur la votation «No Billag», Gilles Marchand, directeur de la SSR, avait promis une restructuration de l'entreprise. En septembre dernier, celle-ci confirmait son projet de déménager l'essentiel des studios de la radio alémanique SRF de Berne à Zurich dès la fin 2020 (un peu plus de 150 journalistes resteraient néanmoins dans la ville fédérale). Couplées à une réduction de la surface immobilière occupée dans la capitale, les économies espérées s'élèvent à 5 millions de francs par an.

Préserver les emplois

En accord avec son personnel, la stratégie de la SSR consiste à économiser en priorité dans les infrastructures. Le but? «Préserver autant que faire se peut l'offre de programmes et les emplois», indique la porte-parole Sibylle Tornay. Alors qu'en juin 2018, la suppression de 250 postes à plein-temps était envisagée, différentes mesures ont permis de réduire ce chiffre à moins de 200. «Le nombre exact de licenciements n'est

pas encore précis, la SSR compte les limiter au maximum via les fluctuations ou les départs à la retraite», souligne la porte-parole.

La réduction du nombre d'emplois inquiète les syndicats. Valérie Perrin, responsable du secrétariat romand du Syndicat suisse des mass media (SSM), qui s'était déjà mobilisé contre le déménagement de la radio de Berne à Zurich. «Les employés sont déjà souvent surchargés», insiste-t-elle. «Envisager des suppressions de postes est risqué. Diminuer le personnel dans un secteur de prime abord non lié à la production peut avoir des incidences qu'on n'imagine pas.» Avec le risque que les programmes en pâtissent, selon elle.

La SSR fait également face à des critiques issues des milieux politiques. Des députés ont déposé une initiative parlementaire qui sera traitée demain par la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national. Intitulée «La diversité à la place de la concentration. Garantir une production de programme par la SSR qui soit décentralisée», elle demande notamment que la majeure partie de l'offre audio soit réalisée respectivement à Berne et Lausanne, et que l'essentiel de la production audiovisuelle le soit à Genève et Zurich.

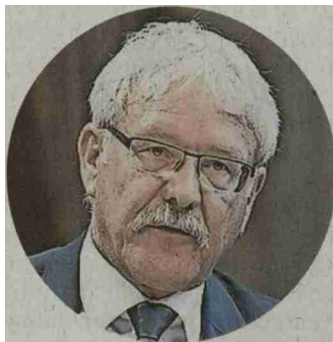
Toute l'actualité à l'EPFL

«Réaliser ce déménagement de Berne à Zurich est irresponsable et contre-productif», estime le conseiller aux Etats Beat Vollenanthen (pdc, FR), signataire du texte comme Regula Rytz, pré-

sidente des Verts, ou Albert Rösti (BE), président de l'UDC. «C'est la raison pour laquelle nous sommes plusieurs politiciens de sensibilités différentes à avoir déposé cette initiative.»

Un autre projet n'est pas étranger à cette agitation du monde politique. La RTS a évoqué l'idée de regrouper toute l'actualité radio-TV-web sur son futur site de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), à l'horizon 2024. «Il s'agit d'une intention que nous étudions», précise Christophe Minder, responsable des relations aux médias à la RTS. «Une décision formelle sera prise d'ici à la fin de l'année. Notre vision part d'un constat évident: à côté de la radio et de la télévision traditionnelles, le public consomme de plus en plus nos contenus de façon digitale et personnalisée. Une évolution qui sera plus forte encore en 2024, lorsque nous intégrerons le nouveau bâtiment sur le campus de l'EPFL.»

Quant au site genevois, la RTS assure étudier la possibilité d'y développer ses «activités radio-TV-digital autour des magazines, de l'offre pour le jeune public, du sport et de la place internationale». Et de rassurer: «Il n'est pas question de vendre la tour et nous estimons qu'un millier d'emplois seraient conservés à Genève», précise Christophe Minder.



«Réaliser ce déménagement de Berne

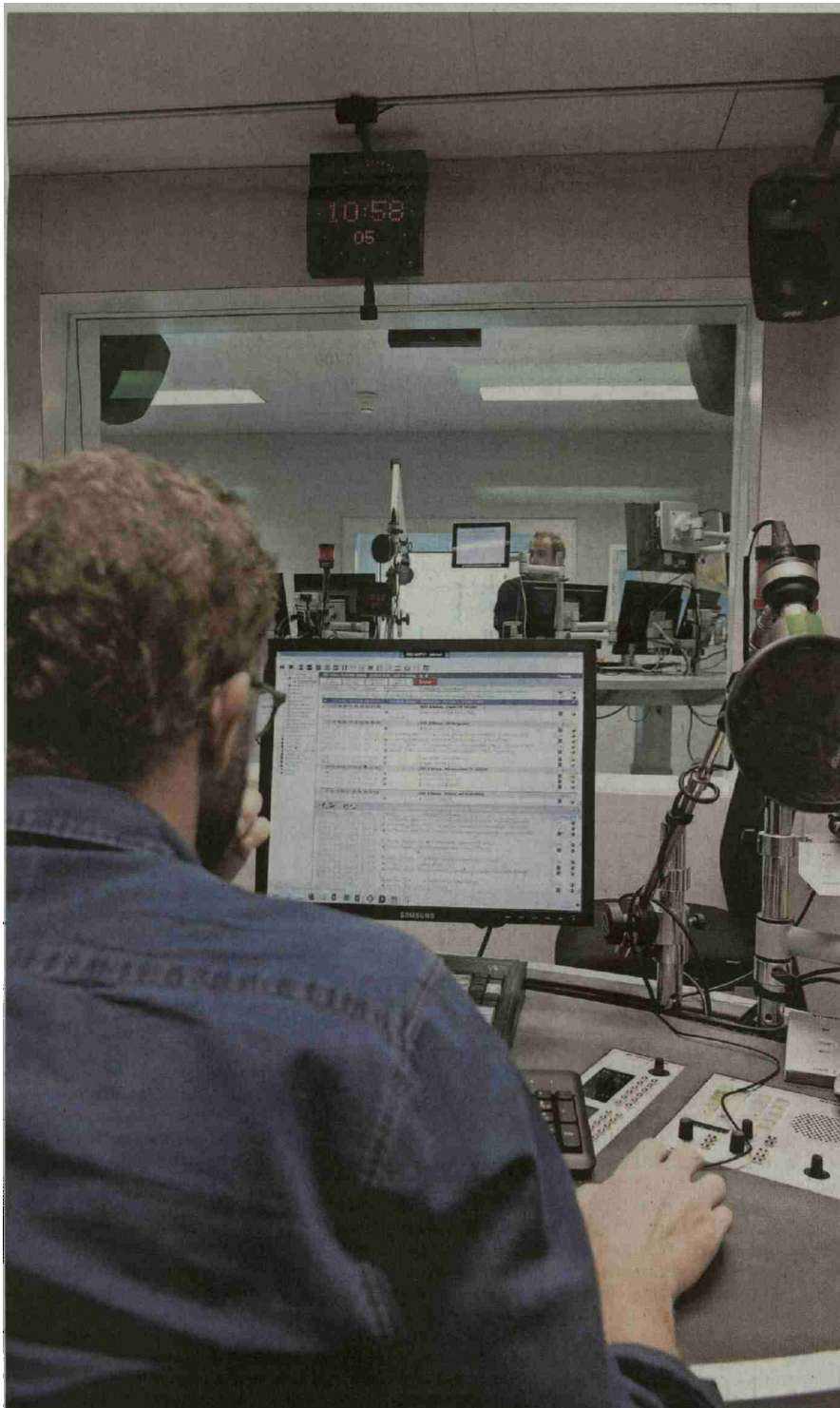
à Zurich est irresponsable et contre-productif»

Beat Vonlanten

En attendant que les discussions entre SSR et syndicats portent leurs fruits, l'entreprise a déjà adopté des mesures concrètes, dont la création d'un groupe d'achat commun pour les imprimés et les outils informatiques, l'introduction d'un outil/processus de réservation

commun pour les voyages professionnels ou encore la réduction du nombre de fournisseurs.

Au programme également: réduire de 25% les surfaces occupées, en vendant certains bâtiments et en diminuant les frais d'exploitation. L'étude d'autres mesures d'économies visant à «réduire les coûts dans les domaines de la production, de l'informatique et des services» est en cours. Les premiers résultats sont attendus au printemps prochain pour une entrée en vigueur rapide. »



Le transfert du studio de la radio alémanique SRF de Berne à Zurich inquiète les parlementaires. Keystone